

Tribune :

Monsieur le Président, en réponse à l'urgence sociale et à la barbarie, défendons un véritable « pacte de solidarité » !

Monsieur le Président, cela fait deux mois que Paris a connu les pires attentats de son histoire et que vous avez solennellement appelé à un « Pacte de sécurité ». Monsieur le Président, vous aviez alors fait preuve d'une capacité de réaction rapide, pour redresser la nation touchée et cela était absolument nécessaire face à l'ampleur du choc subi. Le temps était alors à l'urgence.

Nous pensons qu'il est temps aujourd'hui, que notre pays engage une autre réponse et d'un autre ordre tout aussi urgent. Parce que la bataille de la paix et de la concorde civile ne se gagnera pas seulement par la voie de la guerre. Deux mois après ce tragique attentat, nous en appelons solennellement à un **pacte de solidarité** en France et avec le monde. Ce monde présente en effet un visage bien abimé. Abimé des fractures des inégalités qui ont cru de façon exponentielle depuis 30 ans, abimé par la misère et l'exclusion qui jettent dans les mers et aux frontières de nombreux pays, des milliers d'êtres humains qui fuient la guerre, ou la pauvreté. Abimé par les fractures identitaires qui ne cessent d'être nourries par des agitations populistes désastreuses dans de nombreux pays et dans le nôtre. Abimé par les injustices qui demeurent ici ou là sur la planète et qui sont incomprises par une large partie des opinions publiques mondiales. Injustices faites aux peuples opprimés et sans nation, au premier titre desquels faut-il le rappeler, le peuple palestinien depuis bientôt 70 ans. Sur les marches du travail informel et du chômage, des millions de jeunes sont pris dans l'étau tragique de l'envie de faire et d'agir propres à la jeunesse, et le désespoir de ne trouver de voie pour s'épanouir. Les besoins en santé, en éducation, en emploi sont abyssaux pour permettre à la jeunesse du monde de trouver sa place. La jeunesse justement dont vous aviez fait à juste titre un de vos sujets de campagne, en France comme dans le monde, c'est cela la priorité absolue qui doit nous mobiliser, dans notre pays comme en Afrique où elle représente une très large part de la population, avec un avenir plus qu'incertain, et de potentielles et nombreuses bombes à retardements. En effet l'urgence sociale appelle !

Si ces fractures n'expliquent évidemment pas pour elles seules la folie meurtrière du terrorisme, elles contribuent à lui livrer assurément de nombreuses proies faciles à l'embrigadement, citoyens d'ici et d'ailleurs qui dérivent dans l'exclusion jusqu'à la rupture. La guerre à outrance ne peut être la seule réponse à l'exigence de paix et de sécurité que nous souhaitons tous. Et la sécurité n'a jamais été le résultat des seules politiques sécuritaires. La guerre contre le terrorisme est une vieille antienne bien malheureusement entendue et vécue tour à tour en Afghanistan ou en Irak. Pour quels résultats 15 ans plus tard ? Le chaos n'a fait que s'étendre et croître de pays en pays, de zones en zones, depuis le Moyen-Orient jusqu'au Sahel. La réponse est donc plus complexe et doit être différente. Depuis 2013, la France est engagée au plus haut niveau dans des opérations militaires sur différents terrains. Le courage du gouvernement et sa capacité à réagir et à trouver les moyens à ses actions sont reconnus. Mais si Bamako a été sauvée, le Mali est-il pour autant stabilisé ? Le peuple sahélien a eu besoin d'une protection militaire, mais il a surtout besoin d'un développement durable, d'une agriculture résiliente, d'éducation, de santé, d'électricité, d'une gouvernance démocratique renforcée et décentralisée. Et voilà ce dont l'aide internationale française a été chiche depuis plusieurs années déjà !

Monsieur le Président, oui il est grand temps aujourd'hui de rééquilibrer notre politique étrangère en faveur de la solidarité internationale. La stabilité sans un combat résolu contre la misère et les inégalités n'est qu'un vain mot. L'éducation, la santé, le travail, le droit de vivre dignement dans un environnement sain, sont les véritables et seuls ferments de paix. Face à l'embrigadement par l'ignorance et le fanatisme, il faut opposer le droit de lire, d'écrire, de savoir, de comprendre, de penser et de s'exprimer. Mais cela, ne nous méprenons pas, ne peut se faire qu'avec des moyens dévolus à l'aide au développement qui soient à la hauteur de l'enjeu. Vos récentes annonces sur l'adossement de l'Agence française de développement à la Caisse de dépôts constituent un signal notable, mais la réforme ne sera un succès que si elle contribue d'abord à la réduction de la pauvreté et des inégalités.

Or depuis 6 ans maintenant, la France a continuellement réduit ses capacités budgétaires en la matière. Son aide publique qui ne représente que 0,36 % du revenu national brut, a été divisée par deux et sa structure fortement déséquilibrée en faveur des prêts, empêche toute politique ambitieuse sur les terrains les plus pauvres ou dans les domaines sociaux. A New York en septembre dernier, vous avez signé avec l'ensemble des chefs d'Etat et de gouvernement, un nouvel agenda universel pour le développement durable dont la mise en œuvre effective constitue une chance pour la planète et sa stabilité. Salué par les organisations de la société civile, il doit désormais être doté de moyens adéquats. Le monde et les citoyens sont fatigués des discours laissés sans suite ! Le budget du développement dans le projet de loi de finances 2016 n'est sauvé d'une nouvelle baisse que par la réaffectation plus importante des bénéfices de la taxe sur les transactions financières. Réaffectation obtenue de haute lutte d'ailleurs par le Parlement et la mobilisation des ONG contre la volonté de votre gouvernement. A chacune de nos protestations aux baisses de crédits publics pour le développement depuis 2012, on nous a opposé les contraintes du déficit budgétaire. L'urgence humanitaire et sociale qui fait les conflits d'aujourd'hui, et fera les guerres de demain, n'est-elle pas digne du même effort que celui dont bénéficient d'autres lignes budgétaires ? Monsieur le Président, la France ne peut se permettre de jouer seulement le rôle du gendarme en Afrique, ou du prêteur aux pays à revenus intermédiaires. Son image et sa force dans le monde se sont longtemps nourries d'autre chose. De sa capacité à se démarquer et à parler d'une voix libre ; de sa politique d'équilibre et d'être un recours de justice pour les opprimés et les plus faibles et particulièrement au travers de la mobilisation solidaire de sa société civile et de ses citoyens. De sa capacité aussi à incarner une République à la hauteur de ses principes fondateurs et de ses idéaux.

De ce point de vue d'ailleurs, le choc et les conséquences des attentats dans notre pays comme en Europe, nous font enfin craindre l'accroissement des amalgames les plus désastreux que ce soit par la stigmatisation de concitoyens ou dans celles des étrangers, migrants ou réfugiés. Les actes d'islamophobie ont atteint des niveaux records en 2015 et doivent être plus nettement et fermement dénoncés par la voix publique. S'agissant de la question des réfugiés, la France n'est pas à la hauteur de cette crise humanitaire. La *Jungle* de Calais est absolument indigne d'elle. « Accueillir et raccompagner dignement » ne nous paraît pas conforme à la tradition séculaire de notre pays. Sachons accueillir dignement d'abord ! La France a peur du poids de son quota de réfugiés, et l'Europe, première puissance économique mondiale, s'est mise sens dessus dessous cédant à la panique en quelques semaines, se divise aux égoïsmes étriqués de ses membres, et a dressé en toute hâte des barbelés et des murs venus d'un autre temps comme vous le notiez vous-même dans vos vœux aux Français il y a quelques jours. Le fameux flot de réfugiés ne représente pas 1 % de la population de l'Union européenne, alors que le Liban seul accueille et assume comme il peut le poids de plus de 1,5 million de Syriens depuis 4 ans, soit l'équivalent du tiers de sa population. Le repli territorial ou identitaire, la peur et la haine de l'autre sont les ingrédients d'une histoire explosive que notre continent a déjà vécue. Où est l'Europe de la solidarité et des droits ? Notamment ceux de la mobilité et de l'asile qui sont au cœur des droits humains. Que des voix populistes parlent fort et rallient des opinions ne doit pas nous conduire à négocier avec nos principes. Et c'est à l'aune de notre capacité à ne jamais les trahir, que les peuples du monde jugent de notre crédibilité et que nous faisons preuve de plus de force.

Monsieur le Président, le développement des pays les plus pauvres comme de nos quartiers populaires, contribuera encore plus assurément à la paix que les bombes. Plus lent, plus complexe certes, il n'en est pas moins un bien meilleur investissement dans le temps. Chaque politique publique répond à des impératifs qui lui sont propres, et la défense est nécessaire à la défense. La diplomatie est indispensable pour trouver les compromis. Mais arrêtons donc d'ignorer le développement et la solidarité internationale. C'est le ciment fondamental pour garantir l'ensemble. La France ne se sert jamais mieux que lorsqu'elle sert les intérêts du monde. L'Histoire lui en a toujours été reconnaissante et le lui a toujours bien rendu.

Notre pays a accueilli avec succès la Conférence pour le Climat en décembre dernier. Sa diplomatie active a su mettre sur les rails l'ensemble des pays de la planète pour le grand défi climatique. Monsieur le Président, faites de cet élan l'occasion de bousculer les égoïsmes européens. Faites de cet élan l'occasion d'une amplification des engagements français pour le développement durable et

la solidarité. Il y a urgence pour que renaisse une véritable et ambitieuse politique publique dans le domaine. Faisons le vœu pour que la réforme de l'AFD en soit une véritable consécration.

Premiers signataires : Philippe JAHSHAN, président de Coordination SUD ; Bernard BOUDIC, président de Ouest Fraternité ; Emilie VALLAT, directrice exécutive d'ECPAT France ; Sophie NICK, coordinatrice de C4D-Communication pour le développement ; Jean-Charles AHOMADEGBE, président du Conseil des Béninois de France ; Jean Marc TERRISSE, président de la Fédération Via Sahel ; Claude DRUI, président du Réseau Foi & Justice Afrique Europe ; Jean-Roch SERRA, directeur général de la Chaîne de l'Espoir ; Pascale QUIVY, déléguée générale du CRID et Vice-présidente de Coordination SUD ; Rachid LAHLOU, président du Secours Islamique France, Vice-président de Coordination SUD ; Frédéric APOLLIN, directeur général d'Agronomes et vétérinaires sans frontières (AVSF) ; Khady SAKHO NIANG, présidente du Forum des organisations de solidarité internationale issues des migrations (Forim) ; Jean RUSSO, président d'Étudiants et développement ; Yves Le BARS, président du CFSI ; Sabine GINDRE, présidente d'Asmae-Association Sœur Emmanuelle ; Michel GRANDMOUGIN, président de Peuples solidaires-ActionAid France ; Arezki HARKOUK, directeur exécutif du Grdr Migration-Citoyenneté-Développement ; Julie STOLL, déléguée générale de la Plate-Forme pour le Commerce Equitable ; Yvonnick HUET, directeur général d'Agrisud International ; Pierre JACQUEMOT, président du Gret - Professionnels du développement solidaire et du Groupe Initiatives ; Gérard PIGAULT, président du Cefode ; Thierry MAURICET, directeur général de Première Urgence Internationale ; Alain MARIE, président d'Equilibres & Populations ; Jean ROUSSEAU, président d'Emmaüs International ; Pierre BARDON, président du Plan International France ; Louise AVON, présidente du CLONG-Volontariat ; Nicolas TRUELLE, directeur général de Fondation Apprentis d'Auteuil ; Kristel MALEGUE, coordinatrice de la Coalition Eau ; Danielle Moreau, présidente de Ritimo ; Tony BEN LAHOUCINE, président de Centraider (réseau régional multi-acteurs en Centre-Val de Loire) ; Hervé GOUYET, président d'Electriciens sans Frontières ; Emmanuel POILANE, directeur de la Fondation France Libertés ; Louis PIZARRO, directeur général de Solidarité Thérapeutique et Initiatives pour la Santé (Solthis) ; Anne ROOS-WEIL, directrice de Djantoli ; Stéphanie SELLE, directrice de Planète enfants ; Kamran YERANGI, co-président du Salon des Solidarités ; Jean-Marc SEMOULIN, président d'ASAH ; Jean-Pierre CHARLEMAGNE, président d'A ROCHA France ; Aurélien BEAUCAMP, président de l'association Aides ; Hamedy DIARRA, président du Haut Conseil des Maliens de France (HCMF) ; Abdelhak HARRAGA président du Cosim Languedoc-Roussillon ; Michel SAUQUET, président d'Educasol ; Saïdou DIALLO, président de la CAGF ; Souad CHAOUIH, présidente de l'association des Marocains de France (AMF) ; Valérie VARDANEGA, présidente du Service de Coopération au Développement (SCD) ; Claude GRIVEL, président de l'Union nationale des acteurs et des structures du développement local (Unadel) ; Vaia TUUHIA, directrice de l'association 4 D ; Xavier EMMANUELLI, président du Samu Social International ; Farid YAKER, président SoliMed Algérie ; Jacques OULD AOUDIA, président de Migrations & Développement ; Marie-Christine SYLLA, vice-présidente de l'Association des Jeunes Guinéens de France (AJGF) ; Sophie THONON-WESFREID, présidente déléguée de l'association France Amérique latine ; Georges MORIZOT, président de Gevalor ; Esther SAINT-VILLE, présidente de la Plateforme d'associations franco-haïtiennes (PAFHA) ; Daniel BEAUCHENE, président de la Fédération Artisan du Monde ; Roland NIVET, co-secrétaire national du Mouvement de la paix ; Chansamone VORAVONG, président, Organisation Laotienne des Ressources Edifiées pour la Coopération (OLREC) ; Roland BIACHE, délégué général de Solidarité Laïque ; Annie TAKARLI, présidente de Touiza Solidarité ; Luc MICHELON, président de Frères des Hommes ; Laurent DELCAYROU, directeur du F3E ; Ebra YALI, coordinateur général du Collectif des associations citoyennes de l'Est Val-d'Oise (CAC-EVO) ; Magali DENEUFCHATEL, directrice de Handicap International France ; Brice MONNOU, directrice de Fecodev ; Thierno BAH, président du Cosim Alsace ; Gaëlle LEVEILLE-NIZEROLLE, présidente de la CASI Bretagne ; Mohammed BAZZA, président du Réseau Immigration Développement Démocratie (IDD) ; Dominique TRESSE, présidente d'Eau Vive.